Plusieurs dizaines d'enfants réfugiés ont disparu en Suisse l'an dernier

Migration En deux ans, 10 000 mineurs se sont évanouis dans la nature en Europe. Ils s'exposent aux dealers et à la prostitution forcée. En Suisse aussi.

Lena Würgler

cellule-enquete@lematindimanche.ch

Après avoir quitté son pays, la Guinée, Félicien* s'engage dans un long périple vers l'Europe. Il arrive seul à Vallorbe le 6 octobre 2014 et y demande d'asile. Il a alors tout juste 16 ans. Auiourd'hui, il se retrouve dans une situation délicate: dans moins d'une année, il aura passé le seuil de la majorité. La loi autorisera alors son renvoi en Guinée. Il en a conscience et n'en a pas envie. Il n'a ni mère ni père là-bas. Juste un grand frère qui l'aurait souvent violenté. Plutôt que d'attendre son renvoi, il pourrait bien opter pour la clandestinité.

Le cas de Félicien n'est pas unique. Chaque année, plusieurs centaines d'enfants arrivent en Suisse seuls, sans parents ni représentant légal. Dans le jargon, on les appelle des mineurs non accompagnés ou «MNA». Leur nombre a littéralement explosé.

En 2015, 2736 enfants migrants isolés ont mis le pied sur le sol helvétique, selon le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Ils étaient trois fois moins l'année précédente, huit fois moins deux ans plus tôt. La grande majorité vient d'Erythrée, suivent les Afghans et Syriens. De presque anecdotique, leur afflux est devenu aujourd'hui un phénomène migratoire.

Des ados s'enfuient

Plusieurs dizaines de ces MNA se sont enfuis des foyers l'année passée: 86, selon le SEM, sont passés sous les radars des autorités. Lors de telles disparitions, les foyers envoient des notes aux institutions officielles et aux polices cantonales, mais aucun avis public n'est diffusé. «Si un enfant suisse disparaît, un avis de recherche est publié dans les 48 heures, compare Fouzia Rossier, responsable des droits de l'enfant chez Terre des hommes.

Le réflexe est de traiter les MNA comme des migrants et non comme des enfants.»

Plusieurs raisons poussent ces jeunes à s'enfuir. La principale: la peur de devoir rentrer. Comme dans le cas de Félicien, il arrive régulièrement que le SEM refuse l'asile aux adolescents avant qu'ils soient majeurs. Ils savent donc rapidement qu'ils ne pourront pas rester en Suisse. Mais les autorités doivent souvent attendre leurs 18 ans pour pouvoir les renvoyer. Du coup, ces adolescents préfèrent vivre clandestinement en Suisse plutôt que d'être expulsés à leur majorité.

Dans d'autres cas, «la famille envoie l'enfant en Europe, car elle sait qu'il pourra y rester», indique Stefan Fuchs, fondateur de Trafficking.ch. «Le jeune subit alors une forte pression de ses proches qui attendent de lui de l'argent», indique Stefanie Kurt, chercheuse à l'Université de Neuchâtel. Légalement, les requérants doivent attendre au moins trois mois après leur arrivée pour chercher un travail. «C'est trop long, juge Stéphanie Kurt. Si quelqu'un les approche pour du trafic de drogue, ils vont être intéressés.»

Enfin, face à l'augmentation massive des MNA en Suisse, les centres d'accueil sont surchargés, les classes d'accueil débordées et le nombre de places d'apprentissage est insuffisant. Selon Olivier Geissler, directeur de la Fondation suisse du service social international, «le manque de structures adaptées, d'encadrement personnalisé et de perspectives d'avenir augmente leur vulnérabilité et le risque de les voir disparaître».

En optant pour la clandestinité, les mineurs se mettent pourtant en danger. «Les risques sont réels pour cette population démunie, selon Anne-Florence Débois, porte-parole de l'Office fédéral de la police. La situation n'est pas meilleure en Suisse qu'ailleurs.»



Que ce soit à Athènes (photo) ou en Suisse, les réfugiés mineurs non accompagnés se retrouvent dans la clandestinité pour échapper à un renvoi à leur majorité. Panayiotis Tzamaros/Corbis/Dukas

Les réfugiés mineurs doivent apporter la preuve de leur âge

►En arrivant en Suisse, de nombreux réfugiés se disent mineurs. S'ils sont reconnus comme tels, ils pourront difficilement être renvoyés et bénéficieront d'une protection et d'un encadrement particuliers. Mais c'est sur eux que repose «le fardeau de la preuve». C'est donc à eux de prouver leur minorité.

Beaucoup ne possèdent pas de pièce d'identité. Les autorités vont alors principalement se baser sur la cohérence de leurs déclarations. «Si le SEM juge que le récit de la personne n'est pas suffisamment cohérent, qu'il y a mensonge, alors elle sera considérée comme majeure», explique Chloé Bregnard, responsable de projet au Service d'aide juridique aux exilés (SAJE).

Cette procédure est aujourd'hui remise en question, notamment par le milieu médical. L'incohérence s'expliquerait scientifiquement. «Les souvenirs traumatiques envahissent

la mémoire et font plonger les autres événements dans une sorte de brouillard, avec pour conséquence d'emmêler le récit, explique Jean-Claude Métraux, psychiatre et psychothérapeute de l'enfant et de l'adolescent. «L'impact de l'état psychique sur la mémoire est bien connu, ajoute Anne-Emmanuelle Ambresin, médecin-cheffe de la division interdisciplinaire pour la santé des adolescents (DISA) du CHUV. Certains jeunes sont encore en état de sidération quand ils sont auditionnés, tant ils ont eu des parcours traumatisants.»

Pour contester les conclusions du SEM, les requérants doivent faire recours. Beaucoup n'en ont pas la possibilité. Des jeunes de 15 à 17 ans peuvent donc être renvoyés parce qu'ils n'ont pas su prouver leur âge. Pourtant, les directives de l'ONU préconisent que, si un doute persiste, il devrait bénéficier au jeune.

Renaud Villé, responsable d'un foyer à Lausanne, rappelle que «les MNA qui disparaissent doivent se mettre en mode «survie» et faire en sorte, par tous les moyens, de manger, trouver un toit et se déplacer».

Les MNA font souvent appel à des filières criminelles pour tenter leur chance dans d'autres pays. «Le risque qu'ils soient contraints de pratiquer des activités illégales, deal ou prostitution, pour payer leur passeur est bien réel», estime Magali Chédel, collaboratrice du foyer des Remparts à Fribourg.

Les foyers reçoivent régulièrement des amendes des CFF indiquant que des jeunes disparus ont pris illégalement le train. «Elles permettent juste de savoir qu'ils sont toujours dans le coin», témoigne Françoise Jacquemettaz, présidente du Centre Suisses Immigrés. Elle-même a connu plusieurs cas de disparitions. Elle se souvient d'un jeune de 15 ans qui ne voulait pas rester au foyer à Sion, «parce qu'il connaissait asla conseillère juridique, il est évident qu'il avait intégré, de gré ou de force, une organisation crimi«Le réflexe est de les traiter comme des migrants et non comme des enfants»

Fouzia Rossier, Terre des hommes

nelle. Comme bien d'autres. «Ces jeunes semblent pris dans des réseaux de dealers ou de prostitution dont ils ne parviennent pas à se débarrasser.»

Prostitution clandestine

Les MNA clandestins s'exposent ainsi à la traite d'êtres humains, en particulier les filles et les jeunes femmes. En 2015, elles représentaient 18% des MNA. Le centre d'assistance FIZ, à Zurich, a accueilli l'une d'entre elles l'année passée. Originaire d'un pays d'Afrique, elle est venue seule en Suisse, sans parents. On l'a forcée à se prostituer. Elle n'avait pas 18 ans. Tout comme Stella*, une autre victime, partie du Nigeria à 16 ans. Elle devait retrouver un cousin en Suisse, qui avait promis de l'aider. Mais il l'a forcée à avoir des rapports sexuels avec des inconnus en échange de son aide. Deux cas, la pointe de l'iceberg. «La majorité des mineures victimes de traite en Suisse ne sont jamais découvertes», certifie Rebecca Angelini, porte-parole du FIZ.

Ces deux jeunes femmes ne s'étaient pas présentées dans un centre de réfugiés. Beaucoup de MNA choisissent, comme elles, de vivre clandestinement dès leur arrivée en Suisse. Selon une étude (2014) de l'OSAR, ils sont même de plus en plus nombreux à ne pas déposer de demande d'asile. Eux aussi doivent se débrouiller seuls pour survivre.

L'association Aspasie le sait bien. Depuis 2013, elle a rencontré cinq MNA qui se prostituaient dans les rues de Genève. «La précarité du statut de sans-papiers les oblige à se débrouiller par d'autres biais que l'emploi», confirme Michel Felix de Vidas, chargé de communication d'Aspasie. Mais pas de soupçon de traite dans ces cas-là. «Nous avons plutôt affaire à une prostisez de monde à Neuchâtel». Pour tution opportuniste de rue. Mais aucun mineur ne devrait avoir à se prostituer.»

*Prénom d'emprunt

Les hommes osent de plus en plus se confier sur leurs problèmes

Main Tendue En un demi-siècle d'existence dans le canton de Vaud, l'organisation n'a cessé d'évoluer. Mais qu'est-ce qui a vraiment changé?

La première surprise, c'est de rencontrer un homme. Lors de notre visite de l'antenne vaudoise du 143, c'est John, retraité de 70 ans, qui occupe la permanence. Une révolution. Car voir des hommes parmi les bénévoles, c'est assez nouveau. «La majorité des répondants sont des femmes, tout comme les deux tiers des appelants. La tendance s'équilibre, mais très lentement. Un comble, lorsque l'on sait que la grande majorité des suicides concernent justement les hommes», souligne Cathel'antenne vaudoise. Une pudeur masculine? «L'image de l'homme qui doit se débrouiller tout seul est toujours intégrée socialement, répond John, sourire aux lèvres. Mais ça change gentiment, nous le constatons surtout chez les plus jeunes, qui s'expriment plus ouvertement.»

Pour faire les parler les hommes - et c'est une autre évolution - La Main Tendue propose depuis 2002 des contacts par emails. «Le fait de ne pas avoir à s'exprimer oralement renforce encore l'anonymat et, chez certains, la mise en confiance», détaille la directrice. Mais jusqu'ici, seuls 20% des messages (34 sur les 126 reçus en 2015) sont envoyés par des hommes.

rine Bezençon, directrice de En revanche, la moyenne d'âge des appelants est plus basse par voie informatique (40 ans) que par téléphone (50 ans).

34 000 appels en 2015

Malgré cette adaptation technologique, le bon vieux coup de fil reste le moyen le plus utilisé. Pour preuve, la centrale vaudoise du 143 est passée de quelques centaines d'appels en 1966 près de 34 000 l'année dernière, soit environ 90 par jour. «Cette augmentation s'explique notamment par l'évolution globale de la société. Tout va de plus en plus vite et on communique de moins en moins entre nous. La Main Tendue est donc toujours plus sollicitée», explique la directrice.

En revanche, les thématiques abordées n'ont, elles, pas beaucoup évolué en 50 ans. «La grande majorité des appels (20,9%) concernent une souffrance psychique», confie Catherine Bezençon. S'ensuivent la gestion du quotidien (13,7%), les problèmes relationnels (13,4%) et la solitude (11,9%).

A contrario, on constate une amélioration considérable de la manière de traiter les appels. Aujourd'hui, il faut compter pas moins de 180 heures de cours avant de pouvoir devenir «répondant» au 143. «La formation de base coûte environ 7000 francs par an et par bénévole. Pour la formation continue, on compte 4000 francs par an et par bénévole», souligne Catherine BezenLe chiffre

L'augmentation du nombre d'appels ces 50 dernières années.

çon. Des frais supportés à parts égales entre l'Etat de Vaud et les dons. A l'origine, les bénévoles travaillaient un peu plus à «la bonne franquette». Les appelants pouvaient même passer dans les locaux pour y boire un café. Impensable aujourd'hui, l'adresse de la centrale étant tenue secrète, notamment pour des raisons évidentes d'anonymat et de sécurité des répondants.

Ces formations permettent notamment d'apprendre à gérer ses émotions. «En neuf ans, il ne m'est arrivé qu'une seule fois de terminer ma permanence avec les larmes aux yeux», se souvient John. «Moi, quand je suis hypertouchée, je le dis à la personne, simplement, enchaîne la directrice. Parler de ses émotions, c'est justement le but de La Main Tendue. Etre authentique permet à l'autre de se révéler.»

Pour inciter les citoyens à dialoguer avec les bénévoles de La Main Tendue, la cellule vaudoise installera demain après-midi une cabine téléphonique factice sur la Place de l'Europe, à Lausanne. L'occasion pour les plus timides, ces hommes à carapace, d'oser se livrer. Lucien Christen